
LA MENACE DE LA CRISE ÉCONOMIQUE DANS LES PAYS MENA. LE CAS DE L'ALGÉRIE

M. Zemouri, A. Merazga

Université de Batna
avenue Chahid Boukhrouf, Batna, Algérie, 05000

La crise qui menace les économies des pays MENA est la conséquence directe des structures de leurs économies qui se caractérisent par une déficience acquise liée à la nature même des conditions de la reproduction économique et sociale. La précarité de ces conditions constitue la caractéristique essentielle commune à la plupart des économies des pays MENA, et cette précarité se manifeste et apparaît au niveau, d'une part, des difficultés qu'elles éprouvent dans leur fonctionnement et, d'autre part, dans leurs performances médiocres qui ne leur permettent pas d'émerger en rapport avec les potentialités humaines et matérielles dont elles disposent.

L'Algérie constitue un modèle de ce type d'économie qui, non seulement, n'arrive pas à décoller mais demeure sous la menace permanente d'une crise et ce, malgré les immenses possibilités dont ce pays dispose relativement.

Dans cet article, après le rappel des conditions selon lesquelles l'économie algérienne a traversé les deux plus importantes crises depuis son indépendance politique, nous nous efforcerons de déterminer les principales causes de la latence de la crise et par conséquent d'étudier les remèdes possibles pour faire face à cet état de fait.

Mots clés: l'Algérie, la crise, la reconstruction.

La crise qui menace les économies des pays MENA est la conséquence directe des structures de leurs économies qui se caractérisent par une déficience acquise liée à la nature même des conditions de la reproduction économique et sociale. La précarité de ces conditions constitue la caractéristique essentielle commune à la plupart des économies des pays MENA, et cette précarité se manifeste et apparaît au niveau, d'une part, des difficultés qu'elles éprouvent dans leur fonctionnement et, d'autre part, dans leurs performances médiocres qui ne leur permettent pas d'émerger en rapport avec les potentialités humaines et matérielles dont elles disposent.

L'Algérie constitue un modèle de ce type d'économie qui, non seulement, n'arrive pas à décoller mais demeure sous la menace permanente d'une crise et ce, malgré les immenses possibilités dont ce pays dispose relativement.

Dans cet article, après le rappel des conditions selon lesquelles l'économie algérienne a traversé les deux plus importantes crises depuis son indépendance politique, nous nous efforcerons de déterminer les principales causes de la latence de la crise et par conséquent d'étudier les remèdes possibles pour faire face à cet état de fait.

La crise économique liée au contrechoc pétrolier de 1986. L'année 1986 marque le début des difficultés de l'économie algérienne qui est en proie à de profonds déséquilibres qui ont été jusque-là masqués par des conditions financières favorables liées au niveau élevé des recettes des hydrocarbures. La baisse brutale et durable du pouvoir d'achat international des hydrocarbures va précipiter l'économie algérienne dans sa plus grave crise depuis l'indépendance, révéler au grand jour l'ampleur des distorsions économiques, et imposer la nécessité d'une réforme économique profonde pour tenter de contrer efficacement la crise qui s'annonce aiguë et durable. Face à la per-

sistance des difficultés économiques, l'Algérie a dû recourir au F.M.I par la signature d'un accord de «stand-by» (accord de confirmation) d'une durée d'une année (31 mai 1989 — 30 mai 1990) qui va servir de rampe de lancement à l'économie de marché et au désengagement progressif de l'Etat du circuit économique.

L'impact économique de la chute des recettes des hydrocarbures peut être apprécié à travers l'évolution des grands agrégats.

Les finances publiques. Les dépenses publiques connaissent une diminution plus importante que celle des recettes publiques, puisque, au cours de la période, cette diminution a été de 5,4 points pour les recettes et de 19,3 points pour les dépenses.

— Ce sont les dépenses publiques d'investissement qui subissent avec le plus d'intensité la baisse des dépenses publiques. La sévère austérité qui a touché les dépenses directes d'investissement (budget d'équipement), et indirectes (avances et prêts au Trésor), est une conséquence directe de la réorientation de la politique économique du début de la décennie (diminution du rythme de l'investissement public), et elle s'inscrit dans la logique du désengagement progressif de l'Etat vis à vis des entreprises publiques de production (tab. 1).

Tableau 1

Evolution des finances publiques (en % du PIB)

Finances publiques	Année						
	1985	1986	1987	1988	1989	1990	1991
Recettes du Trésor	36,8	30,6	28,4	26,7	27,6	28,4	31,4
Dépenses du Trésor	46,4	42,3	39,6	39,4	29,6	25,3	27,1

Source: «Projet de Rapport préliminaire sur les effets économiques et sociaux du P.A.S.» C.N.E.S. 1998. p. 22.

L'économie réelle. La diminution du rythme de l'investissement (et en particulier de l'investissement productif) amorcée à partir de 1980 (avec le premier programme de réformes) et la baisse drastique des recettes d'exportation à partir de 1986, ont eu des répercussions négatives sur le taux de croissance économique (tab. 2).

Tableau 2

Croissance du P.I.B en % (1985—1990)

Secteur d'économie	Année						
	1985	1986	1987	1988	1989	1990	
Agriculture	23,8	-1,9	17	-8,9	18,4	-9,3	
Hydrocarbures	5,7	1,2	7,1	-1,9	8	4,3	
Industrie	3,5	5,2	-0,8	-1,4	-4,4	0,6	
B.T.P	-0,5	0,3	-9,2	-8,3	1,5	-1	
Services	5,1	-4,5	-3,5	1,4	3,1	-5	
Administrations publiques	7,2	5,5	4,2	3,7	3,4	3,5	
P.I.B	5,6	-0,2	-0,7	-1,9	4,9	-1,3	
P.I.B hors hydrocarbures, administrations et agriculture	2,8	-2	-7,2	-1,8	1	-2,6	
P.I.B par habitant	2,3	-3	-3,5	-4,5	2,3	-3,8	

Source: même source que le Tableau précédent, op. cit. p. 11.

A partir de 1986, le P.I.B enregistre des taux de croissance négatifs (mis à part l'année 1989) qui révèlent la crise profonde dans laquelle est plongée l'économie algéri-

enne. La baisse du pouvoir d'achat international des hydrocarbures a entraîné une compression des importations dont dépend très étroitement le fonctionnement de l'appareil productif et par conséquent l'évolution du P.I.B. Cette évolution montre, une fois de plus, l'importance que revêt le secteur des hydrocarbures au sein de l'économie algérienne et, en outre, elle met clairement en évidence le lien étroit qui existe entre la croissance économique et l'évolution des importations (intrants, pièces de rechange), et par conséquent, le faible degré d'intégration économique qui constitue un élément essentiel de la défaillance de l'économie algérienne.

Le niveau monétaire. Le taux de liquidité, qui est mesuré par le rapport entre la masse monétaire et le P.I.B, connaît une progression au cours de la période 1985—1988 comme le montre le tab. 3 ci-dessous.

Tableau 3

Solde du Trésor, taux de liquidité et inflation (1985—1988) (%)

Taux de liquidité et inflation	Année			
	1985	1986	1987	1988
Solde du Trésor / P.I.B	9,6	11,7	7,2	12,7
M2 / P.I.B = taux de liquidité	76	75	79	84
Inflation I.P.C	10,5	12,3	7,5	5,9

M2 = Masse monétaire (au sens large); I.P.C: Indice des Prix à la Consommation.

Source: même source que le Tableau précédent, op. cit. p. 8.

L'état surliquide de l'économie qui traverse une phase de récession est davantage la conséquence de l'augmentation des dépenses courantes du Trésor que d'une intervention étatique dans le financement des investissements. Il entretient des tensions inflationnistes qui sont réprimées par la politique d'administration des prix.

A partir de l'année 1989, avec la signature du premier accord «stand-by» pour une période d'une année (31-05-1989 au 30-05-1990) avec le F.M.I, nous assistons à un net renversement de tendance en ce qui concerne le taux de liquidité (M2 / PIB), dans la mesure où celui-ci passe de 84% en 1988 à 52% en 1991. Cette évolution est le résultat de la dévaluation (progressive) (1) de la monnaie nationale et, plus particulièrement, de la libération des prix (2) et de la confirmation du désengagement (3) de l'Etat (tab. 4).

Tableau 4

Evolution du taux de change (1985—1990)

Variable	Année					
	1985	1986	1987	1988	1989	1990
Taux nominal moyen D.A pour 1\$ U.S	5	4,7	4,8	5,9	7,6	9
Inflation — I.P.C., %	10,5	12,3	7,5	5,9	9,3	16,7

Source: même source que les tableaux précédents, op. cit. p. 26.

L'équilibre extérieur. C'est au niveau de la dégradation de l'équilibre extérieur qu'apparaît au grand jour l'ampleur de la crise que subit l'économie algérienne suite au contre-choc pétrolier.

Evolution de la balance courante (1985–1990), en millions de dollars

Variable	Année					
	1985	1986	1987	1988	1989	1990
Balance courante	+1,038	-2,230	—	-2,044	-1,081	+1,421
Service de la dette	5,041	5,185	5,481	6,564	7,530	9,501
Dont: principal	3,504	3,585	3,846	4,481	5,506	7,351

Source: même source que les tableaux précédents, op.cit. p. 9.

A ce niveau également, l'année 1986 apparaît comme l'année de rupture puisque la baisse brutale des prix internationaux des hydrocarbures de 1986 va avoir de profondes répercussions sur la balance des paiements courants comme le fait ressortir le Tableau 5.

Dès 1986, la balance accuse un déficit de 2,23 milliards de dollars. Ce déficit est maîtrisé, en 1987, grâce à une réduction drastique des importations qui a par ailleurs fortement affecté le fonctionnement de l'appareil productif. Le déficit réapparaît en 1988 et 1989 pour disparaître en 1990 suite à la hausse du prix international du pétrole durant les événements du Golfe. Le service de la dette passe de 5 milliards de dollars à 9,5 milliards, tandis que le remboursement au titre du principal a plus que doublé au cours de la période. Le remboursement de la dette, dans une conjoncture de dégradation continue de la balance des paiements courants, a contraint les autorités algériennes à recourir, à partir de 1987, à des emprunts de plus en plus courts et à des crédits commerciaux qui ont contribué à alourdir le fardeau de la dette. Le stock de la dette a connu une croissance spectaculaire entre 1985 et 1990, puisqu'il est passé successivement de 18,4 milliards de dollars en 1985, à 23 milliards en 1986, à 26,8 en 1988, et à 29,8 milliards en 1990. Il a presque doublé entre 1984 et 1990. Le ratio du service de la dette (service de la dette/exportations) est passé de 34%, en 1985, à 56%, en 1986, à 76,6% en 1988, et à 68,5% en 1990.

Les différentes formes persistantes de dépendance nées de la stratégie de développement, acquièrent un caractère structurel, et pèsent de tout leur poids sur l'économie qui traverse une phase de récession doublée d'une détérioration de la balance des paiements. Dépendant dans une très large mesure des fournitures extérieures (intrants, pièce de rechange), le fonctionnement de l'appareil productif place le décideur algérien face au dilemme suivant: limiter les importations, auquel cas il met en péril l'appareil même de production et contribue à accentuer la récession économique, ou poursuivre normalement les importations aux rythmes antérieurs à la crise; mais, cela n'étant plus possible avec la baisse drastique des recettes d'exportations, auquel cas, le décideur est contraint de recourir à des crédits extérieurs dont les conditions financières accentuent encore davantage le poids de la dette extérieure.

La crise de septembre 2008. La crise liée au contrechoc pétrolier de 1986, fut en fait le résultat de la défaillance de l'économie algérienne en raison de sa dépendance quasi-totale des hydrocarbures. La baisse brutale et importante du prix de cette ressource énergétique a eu des effets dévastateurs sur l'économie algérienne et a révélé l'extrême fragilité de cette dernière. Comparativement à la crise de 1986, la crise de septembre 2008, connue également sous l'appellation américaine de crise des «subprimes», a eu

des effets moindres sur l'économie algérienne, et l'explication de ce constat réside au niveau des deux principaux arguments suivants:

— l'épicentre de la crise se trouve dans les pays industrialisés et l'économie algérienne l'a subie uniquement à travers un phénomène de contagion en raison de son faible niveau d'intégration au système financier mondial;

— les mesures financières préventives prises par les autorités algériennes.

Le reproche (justifié) qui est adressé à l'encontre du caractère rentier de l'économie du pays, réside essentiellement dans le fait que, contrairement à la situation d'une économie à caractère productif, les éléments sur lesquels se fonde la reproduction économique et parfois même sociale, se situent, en Algérie, en dehors de l'économie elle-même et on a peu ou pas de maîtrise sur ces éléments. Ce type d'économie est faiblement créateur de richesses nettes, sur le plan économique, notamment lorsqu'il s'agit essentiellement d'une économie de rente qui repose sur l'exportation de matières premières non élaborées au niveau local; en effet, c'est le niveau d'élaboration des ressources nationales au niveau local qui détermine le niveau de la valeur ajoutée qui, à son tour, détermine le niveau du produit intérieur d'une nation.

La nature de la crise de septembre 2008. La crise économique de 2008 s'est traduite par une récession dans laquelle sont entrés la plupart des pays industrialisés du monde suite au krach de l'automne 2008, seconde phase de la crise financière de 2007—2010. Les États-Unis ont été les premiers à entrer en récession, en automne 2007, suivis par plusieurs pays européens au cours de l'année 2008, ainsi que par la zone Euro dans son ensemble. Cette crise est marquée par une forte hausse des prix du pétrole et des produits agricoles. La montée exorbitante des prix des actifs financiers et celle associée de la demande sont considérées comme la conséquence d'une période de crédit facile, de réglementations et de supervisions inadéquates. Avec la baisse des actions et des prix des maisons, de grandes banques américaines et européennes ont perdu beaucoup d'argent. En dépit des aides massives accordées par les États pour pallier les menaces de faillite et de crise bancaire systémique, il en a résulté une récession mondiale qui a conduit à un ralentissement du commerce international, à une hausse du chômage et à une baisse des prix des produits de base.

Joseph Stiglitz (prix Nobel d'économie en 2001) considère que «les financiers ont failli par incompetence et cupidité» et qu'ils sont la cause principale de la crise. Le système de rémunération par bonus des acteurs des marchés financiers favorisait trop la prise de risque en même temps que la déréglementation croissante des marchés empêchait tout rattrapage. Pour J. Stiglitz, le système a besoin d'une réforme mêlant transparence, nouveaux systèmes de rémunération et réduction des leviers financiers, et d'une diminution de l'importance du secteur financier qui pèse trop sur l'économie, car il récupère 40% des profits des entreprises.

La crise de 2008 a emprunté un canal de transmission d'ordre financier qui, par un phénomène de contagion, a permis à la crise de se propager à travers toute la planète affectant évidemment avec plus d'acuité les économies les plus intégrées et les plus impliquées dans le mouvement de mondialisation financière. Cette crise s'est manifestée, dans les pays jouissant d'un système financier développé, par une crise de liquidité qui

a durci les conditions d'obtention des crédits, ainsi que par une détérioration de la rentabilité du système bancaire.

Le faible niveau d'intégration de l'économie algérienne au système financier mondial. Compte tenu du fait que la crise a été transmise essentiellement à travers le canal financier, le faible niveau d'intégration de l'économie algérienne à la finance mondiale a permis de la préserver et de la protéger relativement de la crise. La fermeture du système bancaire et financier du pays (en raison d'un Etat fortement centralisateur), le niveau extrêmement faible des engagements extérieurs des banques algériennes, la part négligeable des banques étrangères opérant en Algérie, avec à peine 5% à 6% de parts de marché, et le remboursement anticipé de la dette extérieure (4) (recherche de l'autonomie) et de la dette intérieure (5) ont été autant d'éléments favorables qui ont parfaitement joué le rôle de bouclier; celui-ci a permis à l'économie algérienne de se prémunir des effets récessifs de la crise, et à l'Algérie de jouir d'une marge de manœuvre relativement appréciable.

Le fonds de régulation des recettes (F.R.R) en tant qu'amortisseur du chocs de la crise. Compte tenu de l'extrême fragilité de l'économie algérienne, et dans le but d'y remédier, le décideur algérien a pris l'initiative, à partir de l'année 2000, de constituer une épargne sur les recettes extérieures, destinée à parer aux chocs extérieurs qui menacent en permanence l'économie du pays. Il s'agit du fonds de régulation des recettes, institué dans le cadre de la Loi de Finances complémentaires pour l'année 2000. Ce fonds est alimenté par les encaissements au titre du surcroît de la fiscalité pétrolière résultant de la différence entre le prix de référence (19 dollars/baril) et le prix moyen effectif pour l'exercice.

La bonne tenue des finances publiques, l'évolution favorable des recettes extérieures ainsi que celle du différentiel entre le prix de référence et le prix international effectif du baril de pétrole sont autant d'éléments qui ont permis d'alimenter le F.R.R et d'accumuler une quantité importante de ressources financières. Ainsi, en 2009, les réserves de change ont atteint l'équivalent de trois années d'importations et permis la constitution d'un fonds de stabilisation de près de 69 milliards de dollars et une épargne d'un montant de 4200 milliards de dinars algériens. Ce fonds avait pour objectifs déclarés le financement et la sécurisation des programmes de développement à moyen terme, la préservation de l'économie algérienne des chocs extérieurs et, accessoirement, la maîtrise de l'inflation.

Le F.R.R a pleinement joué son rôle primordial, aussi bien dans le financement des plans de développement que comme amortisseur des chocs extérieurs dont en particulier ceux de la crise financière de 2008 qui a affecté l'économie algérienne par l'intermédiaire du secteur réel à travers la baisse importante de la demande mondiale de pétrole (suite à la récession mondiale), la baisse du prix international du pétrole et l'augmentation importante du prix international des produits agricoles (6).

Personne ne peut nier le rôle positif du F.R.R en tant que pare-chocs de la crise des subprimes, d'où les propos quasi jubilatoires adressés par Hadj Baba Ami, Directeur du Trésor public: «Pour financer les déficits budgétaires au cours des prochaines années résultant de la persistance éventuelle des effets de la crise financière mondiale, nous

avons le Fonds de régulation. Il est là pour sécuriser notre programme d'équipement sur le moyen terme, c'est à dire quatre à cinq ans (...) Pour le moment, on utilise le Fonds de régulation mais on pourrait, le cas échéant, recourir à l'endettement du Trésor. Nous avons donc les moyens pour financer sur les cinq ans le programme d'équipement public» (7).

Certes, la faible implication de l'économie algérienne dans le mouvement de mondialisation financière, et l'existence d'une importante épargne, grâce au fonds de régulation des recettes, ont permis de parer au choc de la crise financière de septembre 2008. Cependant, cela ne signifie guère qu'elle est prémunie de la crise, en réalité celle-ci constitue une menace permanente pour l'économie algérienne compte tenu de ses caractéristiques.

Les facteurs qui déterminent la fragilité de l'économie algérienne. Deux principaux facteurs déterminent l'extrême fragilité de l'économie algérienne qui fait que le spectre de la crise est omniprésent et menace à tout moment ses fondements tant que les mesures et les réformes adéquates qui s'imposent n'ont pas été opérées. Il s'agit de la place prépondérante du secteur des hydrocarbures dans l'économie algérienne, d'une part, et du syndrome hollandais dont semble souffrir l'économie algérienne, d'autre part.

La place du secteur des hydrocarbures dans l'économie. Le caractère rentier de l'économie algérienne est nettement mis en évidence à travers la place prépondérante du secteur des hydrocarbures au sein de l'économie algérienne. En effet, le secteur des hydrocarbures et, en particulier, sa branche exportatrice, constituent la base quasi exclusive de la reproduction économique et le «poumon» de l'économie algérienne. L'état de l'économie algérienne est quasi totalement déterminé par le niveau des exportations d'hydrocarbures, et le prix international des hydrocarbures constitue la variable quasi unique d'ajustement de l'économie algérienne [3]. Le contre-choc pétrolier de 1986 et ses effets dévastateurs sur l'économie algérienne a nettement mis en évidence la fragilité de cette économie. Cette fragilité résulte de sa forte dépendance vis-à-vis du secteur des hydrocarbures [6].

Si on prend 2006 comme année de référence, le montant des exportations s'est élevé à 54,49 milliards de dollars contre 21,4 milliards de dollars pour les importations; le montant des exportations hors hydrocarbures a été de 1,066 milliards de dollars, soit un peu moins de 2% du total. Le secteur des hydrocarbures fournit 60% des recettes fiscales et il constitue la source exclusive qui alimente les réserves de change qui sont passées de 32 milliards de dollars, en 2003, à 160 milliards de dollars, en 2010.

Le caractère profondément déséquilibré de l'économie algérienne est le résultat direct de la place qu'occupe le secteur des hydrocarbures au sein de l'économie. En effet, celle-ci évolue au rythme des fluctuations du cours international du baril de pétrole. Le niveau de la production intérieure et son taux de croissance, le niveau des recettes extérieures et le rythme de leur progression, le niveau des importations, la gestion de la dette intérieure et extérieure, le niveau d'attraction des investissements directs étrangers, l'état de la balance des paiements, le financement interne à travers les recettes budgétaires demeure en très grande partie généré par la fiscalité pétrolière (60%, en

moyenne, des recettes budgétaires proviennent de la fiscalité pétrolière), le niveau des réserves de change et le niveau du «risque Algérie» sont autant d'éléments qui dépendent directement du dynamisme du secteur des hydrocarbures et du prix international du pétrole [9].

De 2006 à 2010, le rôle majeur du secteur des hydrocarbures au sein de l'économie algérienne n'a pas connu de recul, et, de ce fait, le caractère rentier et profondément déséquilibré persiste en l'absence d'une politique volontariste de diversification économique.

Le syndrome hollandais et le malaise de l'économie algérienne. Le syndrome hollandais est un phénomène économique qui relie exploitation de ressources naturelles et déclin de l'industrie manufacturière locale. Inspiré du cas des Pays-Bas des années 1970, le terme de syndrome hollandais est utilisé, par extension, pour désigner les conséquences nuisibles provoquées par une augmentation significative des exportations de ressources naturelles par un pays. Les conséquences structurelles d'une «augmentation de la richesse» d'un pays furent étudiées par Corden et Neary (1983) [4] selon lesquels l'abondance de ressources naturelles, de même que l'apparition de revenus extérieurs inattendus, peuvent engendrer des dysfonctionnements structurels généralisés. On parle alors de «malédiction» des ressources naturelles que l'O.M.C a le mérite d'aborder dans son Rapport de l'année 2010 en ces termes: «La prédominance d'une ressource naturelle dans une économie peut nuire aux performances économiques (...) La prédominance d'une ressource peut avoir un effet indirect sur la croissance économique à travers le cadre institutionnel. Elle peut l'entraver (...) C'est la qualité des institutions qui fait de l'abondance des ressources une malédiction ou une bénédiction» [10]; en d'autres termes, c'est la bonne gouvernance qui détermine, en dernier ressort, le résultat de l'exploitation des ressources naturelles dans une économie.

Si on se réfère à l'histoire récente de l'économie algérienne qui a été marquée par l'émergence et la prépondérance du secteur des hydrocarbures à partir du début des années 1970, aux importantes ressources financières générées par ce dernier et aux résultats économiques médiocres comparativement aux ressources mobilisées, on ne peut rejeter le modèle du syndrome hollandais comme outil de diagnostic des problèmes que rencontre l'économie algérienne. Les preuves à cela ne manquent pas, entre autres le fait que l'injection d'une masse financière représentant 15% du P.I.B, génère à peine 3% de croissance alors que, selon les experts, dans le cas d'une économie normale, une masse financière représentant 5% du P.I.B génère 3,5% de croissance. Selon les propos de A. Lamiri: «L'Algérie est un pays qui ne sait pas fabriquer de la croissance, c'est comme si l'on mettait de l'essence dans un moteur en panne». L'économie algérienne fonctionne avec un multiplicateur négatif, c'est-à-dire que la quantité de ressources injectées dans l'économie est plus importante que les richesses qui en découlent. L'explication des performances économiques médiocres ne sont certainement pas à rechercher dans le manque de moyens financiers injectés dans l'économie, mais plutôt au niveau des institutions dont la qualité ne favorise pas la création de richesses.

Les lacunes dans le domaine de la gouvernance, de la transparence, de la démocratie, de la justice sociale, auxquelles il faut associer l'inexistence de contre pouvoirs

(opposition politique), la présence active de groupes de pression au niveau de l'appareil d'Etat et les biais au niveau de l'allocation des ressources, ne peuvent qu'entraver l'effort productif et l'esprit d'initiative sur lesquels repose la création continue, et à grande échelle, des richesses.

La diversification économique en vue de diminuer le poids du secteur des hydrocarbures pour équilibrer l'économie nationale, d'une part, et les réformes économiques et institutionnelles adéquates, d'autre part, constituent les éléments de la panacée du mal dont souffre l'économie algérienne. En effet, ces deux remèdes permettraient, sans aucun doute, de renforcer les structures de l'économie algérienne et d'améliorer sa compétitivité, ce qui contribuerait à atténuer son extrême fébrilité ainsi que sa vulnérabilité actuelle face à toute forme de crise économique.

REFERENCES

- (1) En réalité, il s'agit d'un glissement progressif de la valeur du dinar, qui est décidé à fin de l'année 1987; la valeur du dinar par rapport au dollar U.S s'est dépréciée de près de 100%. La dévaluation du dinar n'interviendra qu'en septembre 1991.
- (2) La libération des prix intervient en 1989 avec la loi 89—12.
- (3) Le désengagement de l'Etat s'est accentué à partir de 1989 et lui a permis de dégager des ressources pour réduire sa dette vis à vis du système bancaire.
- (4) La dette extérieure s'est élevée à 3,9 milliards de dollars en 2009.
- (5) La dette intérieure s'est élevée à 700 milliards de dinars en 2009.
- (6) Les prix des matières premières ont connu un boum à partir de 2000 après une période de prix bas sur la période 1980—2000. En 2008, les prix de nombreuses matières premières, notamment du pétrole et des produits agricoles, montèrent si haut qu'ils firent resurgir le spectre de la stagflation. Ces hausses s'expliquent notamment par la spéculation. Le marché financier étant orienté à la baisse, des spéculateurs se sont réfugiés dans le commerce des matières premières, notamment ceux du pétrole et des produits agricoles, amplifiant la hausse des cours artificiellement.
- (7) Ami Hadj Baba, Directeur général du Trésor: allocution lors de l'ouverture du cinquième Forum international de la finance (FIF) organisé à Alger par le Forum des Compétences Algériennes en Suisse (FCAS), mai 2009.

BIBLIOGRAPHIE

- [1] *Benbitour, Ahmed*, «La campagne contre la corruption n'est qu'un slogan inventé par ceux qui ont propagé ce fléau», in *El Khabar*, 30 mars 2010.
- [2] *Bouzidi, Abdemadjid*, «La crise financière mondiale: quel impact sur l'Algérie?», in *le Soir d'Algérie* du 18 Octobre 2010.
- [3] CNES, Rapport du Conseil national économique et social sur la conjoncture, 2009.
- [4] *Corden W.Max. and Neary, J.Peter*. (1983) "Booming Sector and De-industrialisation in a Small Open Economy", *The Economic Journal*, vol. 92, p. 825—848. Reprinted in W.M. Corden, "The Exchange Rate, Monetary Policy and North Sea Oil: The Economic Theory of the Squeeze on Tradables", *Oxford Economic Papers*, vol. 33, Supplement, p. 23—46. Reprinted in W.M. Corden, *International Trade Theory and Policy*, Edward Elgar Publishing, 1992.
- [5] *Djoufelkit, Hélène*, «Rente, développement du secteur productif et croissance en Algérie». Document de travail n° 64, Juin 2008.
- [6] *Fitch Ratings*, «Exposition des banques nord-africaines à la crise mondiale des marchés financiers: pourquoi leur risque de contagion est limité», Rapport spécial, 28 novembre 2008.

- [7] FMI, Rapport sur les économies nationales, N 09/108, Avril 2009.
- [8] *Mebroukine, Ali*, «Comment préparer l'après-pétrole», in Jeune Afrique du 20/02/2009.
- [9] *Moatti, Sandra* «Crise, le retour à la normale?», Alternatives internationales, Hors série N° 7, Décembre 2009.
- [10] O.M.C, Le commerce mondial 2010; le commerce des ressources naturelles, Résumé analytique.
- [11] *Reiffers, Jean-Louis*, «L'Algérie a choisi une logique de fermeture», in El-Watan Economie, du 9 au 15 novembre 2009.
- [12] *Salhi, Abdelkrim*, «Gestion des réserves de change: les explications de la Banque d'Algérie», in Transaction d'Algérie, N 683, jeudi 15 avril 2010.
- [13] *Zemouri, Messaoud, Haroun Tahar et Safa Alain*. «Les enjeux de l'émancipation des hydrocarbures pour l'économie algérienne et la portée de l'économie de rente en tant que générateur du développement durable». Séminaire National organisé par la Faculté des Sciences Economiques, Université de Batna. Décembre 2009.

УГРОЗА КРИЗИСА ДЛЯ СТРАН СРЕДНЕГО ВОСТОКА И СЕВЕРНОЙ АФРИКИ. ПРИМЕР АЛЖИРА

М. Земури, А. Меразга

Университет г. Батна

ул. Шахида Бухлуфа, Батна, Алжир, 05000

Угроза кризиса в странах Среднего Востока и Северной Африки появилась вследствие деформации структуры экономического и социального воспроизводства. Эта деформация проявляется, с одной стороны, в сложности реализации управленческих функций, а с другой стороны, в проблеме эффективного использования имеющегося человеческого и материального капитала.

В Алжире на настоящий момент отсутствует положительная динамика экономического роста. Кроме того, несмотря на значительные ресурсы, страна в значительной степени зависит от событий на мировой арене, в частности, от мирового кризиса 2008—2010 гг.

В этой статье авторы пытаются выявить основные причины кризисов в Алжире с момента получения страной независимости и определить возможности противостояния ему.

Ключевые слова: Алжир, кризис, реструктуризация.